



**LaRAD**

Laboratoire de Recherches et  
d'Actions Diplomatiques

"Ensemble, Nous Sommes plus que Capables de relever l'Afrique et les Africains"

+241 (0) 76 28 90 72 / Email : [larad@lyjcouncilgroup.com](mailto:larad@lyjcouncilgroup.com)

ANGOLA - BÉNIN - BURUNDI - CAMEROUN - CONGO - GABON - GUINÉE  
ÉQUATORIALE - RCA - RDC - RWANDA - SAO-TOME ET PRINCIPE - SÉNÉGAL -  
TCHAD...

## Sujet d'analyse :

*Essai d'analyse des accords de coopération (avec les grandes puissances occidentales) qu'ont signés les pays africains en crise ou qui l'ont été et leurs conséquences sur la structure des structures politiques et institutionnelles, la stabilité politique des pays en question, la vitalité économique et financière des pays, la place de ces pays sur la scène sous-régionale, régionale, continentale et internationale : les cas du Botswana et de l'Afrique du sud.*



**Botswana**



**Afrique du Sud**

**Présenté par :** Thérèse Prisca Adou Djime

Jeune analyste-chercheuse

Libreville, juillet 2021

## Sommaire

Introduction.....	3
Première partie : Le cas du Botswana.....	4
I Les accords de coopérations signés entre le Botswana et les puissances occidentales.....	4
II Les conséquences de ces accords sur la structure des structures institutionnelles et sur la vitalité économique et financière du Botswana.....	6
III La place du Botswana dans la sous-région, région, dans le continent africain et sur la scène internationale.....	8
Deuxième partie : Le cas de l’Afrique du Sud.....	11
IV Les accords de coopérations signés entre l’Afrique du Sud et les grandes puissances occidentales.....	12
V Les conséquences de ces accords sur la structure des structures institutionnelles et sur la vitalité économique et financière de l’Afrique du Sud.....	12
VI La place de l’Afrique du Sud dans la sous-région, région, dans le continent africain et sur la scène internationale.....	13
Conclusion.....	15
Webographie.....	16
Annexes.....	17

## Introduction

Le Botswana, est un pays d'Afrique australe sans accès à la mer, entouré de l'Afrique du Sud au sud et sud-est, de la Namibie à l'ouest, de la Zambie au nord et du Zimbabwe au nord-est. Les habitants s'appellent les *Botswanais*<sup>1</sup>.

Autrefois, le protectorat britannique était appelé Bechuanaland. Le Botswana adopta son nom après son indépendance à l'intérieur du Commonwealth le 30 septembre 1966. Sa capitale est Gaborone<sup>2</sup>. Son économie, majoritairement liée à son voisin sud-africain, est dominée par les services (43 % en part du PNB en 1999), les mines (48 %), les industries (4 %) et l'agriculture (5 %). Son taux de transparence est de 6,1 en 2011 (5,4 en 2007) sur une échelle de 10, faisant du Botswana le moins corrompu du continent africain<sup>3</sup>.

Le pays est régulièrement placé au premier rang des pays africains en matière de gouvernance et de transparence (30<sup>e</sup> sur 174 pays selon l'Indice 2012 de la perception de la corruption de Transparency International)<sup>4</sup>. Ce pays est surnommé « le miracle africain »<sup>5</sup>, « l'exception du continent » ou encore « la Suisse de l'Afrique » (annexe 1, p17).

Une expansion de l'autorité centrale britannique et l'évolution du gouvernement tribal aboutissent à la création en 1920 de deux conseils consultatifs représentant les Africains et les Européens. Les proclamations de 1934 régularisent les lois et pouvoirs des tribus. Un conseil consultatif euro-africain est formé en 1951, et la constitution de 1961 crée un conseil consultatif législatif.

En juin 1964, le Royaume-Uni accepte les propositions de création d'un gouvernement autonome élu démocratiquement au Botswana. En 1965, le siège du gouvernement est transféré depuis Mafikeng en Afrique du Sud, vers Gaborone nouvellement créée. La constitution de 1965 mène aux premières élections générales et à l'indépendance, le 30 septembre 1966. Seretse Khama, un chef de file du mouvement pour l'indépendance, est élu premier président de la République du Botswana. Réélu à deux reprises, il meurt en fonction en 1980. La présidence est transmise au vice-président, Quett Masire, qui est élu en son nom propre en 1984 et réélu en 1989 et 1994. Masire prend sa retraite de son poste en 1998. La présidence est transmise au vice-président, Festus Mogae, qui remporte ensuite l'élection de 1999 et est réélu en 2004. Le président suivant est le lieutenant-général Ian Khama qui entre en fonction 2008, en prévision des élections de 2009. Il est le fils du premier président du Botswana, et un ancien chef de l'armée du Botswana, BDF (Force de défense du Botswana (en anglais, *Botswana Defence Force*) est la force de défense du Botswana formée en avril 1977.

Élu formellement en 2009 et réélu en 2014, il demeure en fonction jusqu'en 2018, date à laquelle il démissionne pour laisser la place au vice-président Mokgweetsi Masisi qui lui succède.

A contrario, L'Afrique du Sud, en forme longue la république d'Afrique du Sud, est un pays situé à l'extrémité australe du continent africain. Sa capitale administrative est Pretoria. Il est frontalier à l'ouest-nord-ouest avec la Namibie, au nord et au nord-nord-est avec le Botswana, au nord-est avec le Zimbabwe, et à l'est-nord avec le Mozambique et l'Eswatini.

---

<sup>1</sup> <https://www.universalis.fr/encyclopedie/botswana/>

<sup>2</sup> Gaborone est une ville nouvelle, née avec le Botswana, le pays dont elle est la capitale. L'administration de ce qui était auparavant le protectorat britannique du Bechuanaland était en effet installée hors de ses frontières, à Mafeking (aujourd'hui Mafikeng), en Afrique du Sud. Alors que l'indépendance se préparait dans les années 1960, le transfert de la capitale dans le territoire devint une nécessité, <https://www.universalis.fr/encyclopedie/gaborone/>

<sup>3</sup> <https://fr.wikidia.org/wiki/Botswana>

<sup>4</sup> <https://www.jeuneafrique.com/pays/botswana/>

<sup>5</sup> <http://www.tourcom.fr/idee-voyage/le-miracle-africain>

Le Lesotho est pour sa part un État enclavé dans le territoire sud-africain<sup>6</sup>.

L'histoire de l'Afrique du Sud est très riche et très complexe du fait de la juxtaposition de peuples et de cultures différentes qui se succèdent et se côtoient depuis la Préhistoire. Les Bochimans y sont présents depuis au moins 25 000 ans et les Bantous, depuis au moins 1 500 ans. Les deux peuples auraient généralement cohabité paisiblement.

L'histoire écrite débute avec l'arrivée des Européens, en commençant par les Portugais qui décident de ne pas coloniser la région, laissant la place aux Néerlandais.

Les Britanniques contestent leur prééminence vers la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, ce qui mène à deux guerres. Le xxe siècle est marqué par le système législatif séparatiste et ségrégationniste de l'apartheid puis par l'élection de Nelson Mandela, premier président noir d'Afrique du Sud, à la suite des premières élections nationales multiraciales au suffrage universel organisées dans le pays<sup>7</sup> en 1994.

## **PREMIERE PARTIE : LE CAS DU BOTSWANA**

### **I- Les accords de coopérations signés entre le Botswana et les puissances occidentales**

Le Botswana est réputé pour une gouvernance politique et économique qui profite d'abord à son développement et à l'épanouissement de sa population. Il met l'accent sur son intégration économique et politique en Afrique australe. Il cherche à faire de la Communauté de développement d'Afrique australe un outil de développement économique, et encourage les efforts permettant à la région d'assurer elle-même sa propre diplomatie préventive, de résoudre localement les conflits et assurer une bonne gouvernance. Le Botswana a accepté amicalement l'Afrique du Sud postapartheid comme partenaire dans ces efforts. Le Botswana s'associe généralement au consensus africain sur la plupart des grandes questions internationales et est membre d'organisations internationales telles que les Nations unies, le Commonwealth et l'Union africaine (UA). Le Botswana est également membre de la Cour pénale internationale, avec un accord bilatéral d'immunité pour l'armée américaine (couvert par l'article 98 du Statut de Rome).

#### 1- Les grandes puissances en présence au Botswana

Étant anciennement sous protectorat britannique jusqu'à son accession à la magistrature suprême, le premier partenaire du Botswana est et reste naturellement l'Angleterre. Aussi, en qualité de membre actif du Commonwealth, son réseau d'influence et d'échange est favorisé par cette adhésion.

La coopération de l'Union européenne est tout aussi importante, notamment dans le secteur de l'éducation. Le dialogue politique, qui peut être parfois difficile sur des sujets comme la peine

---

<sup>66</sup> <https://www.universalis.fr/encyclopédie/afrique-noire-histoire-des-independances-a-nos-jours>, consulté le 2 juillet 2021 à 16h.

<sup>7</sup> <https://www.universalis.fr/encyclopédie/afrique-noire-histoire-des-independances-a-nos-jours>, consulté le 2 juillet 2021 à 16h.

de mort, est poursuivi alors même que le volume des programmes de coopération du 11e FED<sup>8</sup> a été très sensiblement réduit, du fait du statut de pays à revenu intermédiaire supérieur du Botswana (33 M €, contre 85 M € lors du 10e FED). Le Botswana a coordonné, au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), les négociations d'un Accord de partenariat économique (APE<sup>9</sup> UE-SADC) signé avec l'UE le 15 juillet 2014, permettant le maintien de l'accès en franchise de droits et sans contingent des produits botswanais au marché européen.

Gaborone, historiquement impliquée dans l'intégration régionale, accueille le siège de la SADC. Le pays n'a plus de contentieux territorial majeur avec ses voisins depuis l'arrêt de la Cour internationale de justice sur la bande de Caprivi, disputée avec la Namibie (1999) et le traité de démarcation frontalière, signé avec ce même pays en février 2018. Le Botswana entretient notamment d'étroites relations avec l'Afrique du Sud, pour des raisons historiques, géographiques (enclavement) et économiques (dépendance industrielle, énergétique), son économie étant intrinsèquement liée par l'Union douanière d'Afrique australe (SACU)<sup>10</sup>.

Les États-Unis considèrent le Botswana comme un défenseur et un modèle de stabilité en Afrique et ont été un partenaire majeur dans le développement du Botswana depuis son indépendance. Le Corps de la paix américain est retourné au Botswana en août 2002 en mettant l'accent sur les programmes liés au VIH / SIDA après avoir conclu 30 ans d'assistance plus largement ciblée en 1997<sup>11</sup>.

L'Afrique du Sud est de très loin son premier partenaire commercial (77 % du marché) et le premier investisseur étranger (80 % du stock).

Le Botswana renforce ses liens avec les grands pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Russie), qui disposent chacun d'une représentation diplomatique à Gaborone.

Pour le cas de la Russie, le Botswana et l'Union soviétique ont entamé des relations diplomatiques le 6 mars 1970. Malgré son orientation pro-occidentale, le Botswana a participé aux Jeux olympiques d'été de 1980. Les relations actuelles entre les deux pays sont décrites comme amicales et de longue date (annexe 3, p20).

Une relation se maintient également avec Cuba, qui a soutenu la lutte contre l'apartheid et l'indépendance du pays, notamment dans le secteur médical.

La France est également un partenaire de cet État dans le domaine principal de l'éducation avec d'autres types de partenariat qui s'officialisent timidement.

## 2- Les accords signés

Projet de loi autorisant l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Botswana sur l'éducation et la langue française. L'accord

---

<sup>8</sup> La Réserve fédérale est la banque centrale des États-Unis, en anglais Federal Reserve System. Elle est créée en décembre 1913, durant les fêtes, par le Federal Reserve Act dit aussi Owen-Glass Act, à la suite de plusieurs crises bancaires, dont la panique bancaire américaine de 1907.

<sup>9</sup> Le code APE (activité principale exercée) permet d'identifier la branche d'activité principale de l'entreprise ou du travailleur indépendant.

<sup>10</sup> Southern African Custom Union.

<sup>11</sup> Foreign\_relations\_of\_Botswana,

[file:///C:/Users/H%20P%2015/Downloads/Foreign\\_relations\\_of\\_Botswana.pdf](file:///C:/Users/H%20P%2015/Downloads/Foreign_relations_of_Botswana.pdf), consulté le 29 juin 2021 à 22h.

pour promouvoir l'enseignement du français dans un pays et une région de tradition anglophone entre les deux protagonistes a été signé le 20 mars 2008 à Paris, un accord-cadre portant sur l'éducation et la langue française. En tant qu'ancien protectorat britannique situé dans une région essentiellement anglophone, la République du Botswana a suscité pendant longtemps un intérêt assez limité de la part de la diplomatie française, axée sur l'Afrique francophone. Les relations économiques entre la France et le Botswana restent encore modestes, même si elles sont difficiles à évaluer du fait du transit de nombreux produits par l'Afrique du Sud, occultant d'autant les données de nos échanges extérieurs.

Les gouvernements du Botswana et des États-Unis ont conclu un accord en juillet 2000 pour établir une Académie internationale d'application de la loi (ILEA) à Gaborone. L'académie, cofinancée, gérée et dotée en personnel par les deux pays, dispense une formation à la police et aux responsables gouvernementaux de toute la région subsaharienne.

L'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et les États de l'APE CDA (Communauté de développement de l'Afrique australe), s'applique à titre provisoire depuis le 10 octobre 2016. Les pays concernés sont les suivants : la République du Botswana, le Royaume du Lesotho, la République de Namibie, la République d'Afrique du Sud et le Royaume du Swaziland. L'accord n'est, pour le moment, pas applicable au Mozambique. L'APE accorde aux produits originaires du Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland, un accès en franchise de droits et sans contingent au marché européen. L'Afrique du Sud bénéficie, quant à elle, d'un meilleur accès au marché européen (l'APE se substitue à l'accord de libre-échange bilatéral UE-Afrique du Sud qui prévalait jusqu'alors).

La signature d'accords de réduction des tarifs douaniers avec ses voisins immédiats en tant que membre de l'UDAA (une union douanière), la politique de tarifs extérieurs est déterminée à 96,5 % au niveau régional, pour une taxe moyenne d'importation en 2002 de 5,8 % (9,1 % pour les produits agricoles, 5,3 % pour les produits non agricoles)

La coopération commerciale et économique entre la Russie et le Botswana est régie par l'Accord commercial de 1987 et l'Accord sur la coopération économique et technique de 1988. Le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Botswana ont signé l'Accord sur la culture, la science et l'éducation. Coopération en septembre 1999. La Russie et le Botswana ont eu une coopération fructueuse dans une variété de domaines, en particulier dans le développement des ressources humaines. Et la Russie offre toujours plus de bourses dans des secteurs clés tels que la santé, qui connaît actuellement une grave pénurie de main-d'œuvre. Le Botswana est également l'un des pays où les citoyens russes n'ont pas besoin de visa.

La présence d'un Haut-Commissariat botswanais au Royaume-Uni et vice versa en dit long sur la coopération qui unit les deux pays.

## **II- Les conséquences de ces accords sur la structure des structures institutionnelles et sur la vitalité économique et financière du Botswana**

Il est important de souligner ici que le Botswana reste un exemple de réussite dans bien des domaines. Les différents accords signés par ce dernier ne semblent pas montrer à première vue porter des conséquences négatives sur sa structure institutionnelle. Analysons-le de plus près.

### **1- Conséquences sur la structure des structures institutionnelles**

Prime à bord, il est important de relever que le Botswana est connu pour être un modèle de bonne gouvernance et de développement. Et nous remarquerons de facto que les différents accords de coopérations signés par le pays n'ont pas un impact négatif sur la société.

C'est une démocratie parlementaire stable et respectueuse des libertés individuelles. Le pays est souvent cité en exemple pour sa bonne gouvernance par la Fondation Mo Ibrahim, comme en atteste sa cinquième place du classement africain 2018. Dans le respect des dispositions constitutionnelles limitant la durée d'exercice du mandat présidentiel à dix ans, le président Ian Khama a démissionné le 31 mars 2018 et son vice-président de l'époque, Mokgweetsi Masisi, en poste depuis 2017, lui a succédé.

La victoire du Botswana Democratic Party (BDP) aux élections parlementaires et l'élection de Mokgweetsi Eric Masisi à la présidence de la République du Botswana ont été entérinées en octobre 2019. Les 57 sièges de l'Assemblée nationale se répartissent désormais de la façon suivante : Botswana Democratic Party (BDP) ; 38 (+1 siège par rapport à 2014) ; Umbrella for a Democratic Change (UDC) ; 15 (-2 sièges) ; Botswana Patriotic Front (BPF) ; 3 (nouveau parti) ; Alliance for Progressives (AP).

Le Parlement nouvellement élu s'est quant à lui réuni pour la première fois lundi 4 novembre 2019. Sans surprise, le président Masisi a proposé de reconduire M. Slumber Tsogwane, fidèle soutien, dans ses fonctions de vice-président. Le Parlement dispose de 63 députés, dont 47 sont élus pour la première fois. Seuls sept sièges sont occupés par des femmes.

Les principales lignes de l'action du président de la République Mokgweetsi Masisi, sont l'économie (l'amélioration du climat des affaires, la facilitation de l'immigration et l'obtention de permis de travail) le développement des huit zones économiques spéciales, la création d'une loterie nationale, la construction de nouvelles infrastructures, notamment les lignes de chemin de fer. Le Président compte également renforcer la bonne gouvernance, réformer la constitution, réviser les portefeuilles ministériels, lutter contre la corruption, créer une Cour de justice dédiée, adopter diverses lois dont celle sur la déclaration des biens. Il souhaite réformer le secteur de l'éducation et de la formation, lutter contre l'addiction aux drogues et à l'alcool, lutter contre les violences faites aux femmes et protéger les ressources naturelles et environnementales du pays.

La population du Botswana est estimée à 2 209 208 habitants en 2016 par le *The World Factbook*<sup>12</sup>, et était de 2 024 787 habitants d'après le recensement de 2011. 32,4 % de la population était âgée de 0 à 14 ans, 63,5 % âgée entre 15 et 64 ans et 4,1 % de 65 ans ou plus. Le pays connaît une croissance de sa population de 1,19 % par an en 2016, avec un taux de natalité de 20,7 ‰, un taux de mortalité de 13,3 ‰, un taux de mortalité infantile de 8,6 ‰, une fécondité de 2,3 enfants par femme et un taux de migration de 4,5 ‰<sup>13</sup>.

La langue officielle du Botswana est l'anglais. Cependant, 90 % de population parle le tswana. Cette langue est la plus répandue dans le pays. L'afrikaans y est aussi parlé par de petites communautés.

## 2- La vitalité économique et financière du Botswana

---

<sup>12</sup> *The World Factbook* fournit des renseignements de base sur l'histoire, les gens, le gouvernement, l'économie, l'énergie, la géographie, l'environnement, les communications, les transports, l'armée, le terrorisme et les problèmes transnationaux pour 266 entités mondiales.

<sup>13</sup> <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays>, « Perspective Monde », Outil pédagogique des grandes tendances mondiales depuis 1945, consulté le 30 juin 2021 à 19h.

Avec un PIB de 19 Mds USD et une population de 2,3 M habitants en 2018, le Botswana est une petite économie. Il s'agit d'un des cinq pays les plus riches d'Afrique sub-saharienne, avec un PIB par habitant de 8 140 USD, classé par la Banque mondiale dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Sur ce plan, on observe toutefois une montée en puissance du secteur du tourisme dont le poids dans le PIB est passé de 15 % en 2010 à près de 20 % en 2018.

Sur le plan social, le pays souffre des mêmes maux que ses voisins. Un niveau élevé de pauvreté (en dépit de progrès significatifs ces dernières années puisque 16,1 % de la population vivait avec moins de 1,9 USD par jour en 2018 contre 18,2 % en 2009), un taux de chômage élevé (environ 18 % de la population active) et des inégalités parmi les plus importantes au monde avec l'Afrique du Sud et la Namibie.

Néanmoins, le Botswana est le pays africain ayant l'Indice de développement humain (IDH) le plus élevé d'Afrique sub-saharienne. Au 3e rang derrière les Seychelles et l'Ile Maurice, soit 101e sur 188 pays au niveau mondial.

L'économie du Botswana est très volatile. Après un taux de croissance record supérieur à 11 % en 2013, le PIB du pays s'est contracté de 1,7 % en 2015 avant de rebondir à 4,3 % en 2016. Le FMI a annoncé un taux de croissance de 3,9 % en 2019 et supérieur à 4 % au-delà, grâce notamment à des investissements qui devraient assurer la bonne performance des industries extractives ; que ce soit la compagnie canadienne Lucara Diamond (mine de diamant Karowe) ou l'entreprise d'État Morupule Coal Mine (MCM – charbon).

L'inflation botswanaise est restée exceptionnellement stable ces dernières années, avec un taux moyen annuel autour de 3 % depuis 2015, permettant à la Banque centrale de mener une politique monétaire constante et relativement accommodante avec un taux directeur de 5 % qui n'a pas évolué depuis octobre 2017. Pour 2019, le FMI a tablé sur un taux d'inflation légèrement supérieur à 3,6 % sous l'effet d'une hausse du prix des transports.

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB (Banque mondiale, 2017)<sup>14</sup> :

- Agriculture : 2 %
- Industrie et mines : 30,2 % (dont mines 35 % environ)
- Services : 67,8 % (dont 18 % gouvernement – 40 % des actifs sont fonctionnaires)  
Exportations de la France vers le Botswana (Douanes françaises, 2018) : 48,6 M € (+71 % sur la période 2014/18)
- Importations françaises du Botswana (Douanes françaises, 2018) : 15,6 M€ (+214 % sur la période 2014/18, à noter que ces chiffres sont minorés par le fait qu'une partie importante du commerce bilatéral transite par l'Afrique du Sud)

Nous constatons que l'économie botswanaise bien que diversifiée est fortement influencée par l'industrie et les mines, encadrés par un réseau important de partenaires mondiaux de divers horizons (d'Afrique, d'Europe etc.). Comment analyser sa position dans la sous-région, région, dans le continent et sur la scène internationale ?

### **III- La place du Botswana dans la sous-région, région, dans le continent africain et sur scène internationale**

<sup>14</sup>France Diplomatie, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/botswana/presentation-du-botswana>, consulté le 30 juin 2021 à 20h.

Deux caractéristiques importantes jouent en faveur du Botswana sur la scène internationale. La première étant un pays membre de plusieurs organisations aussi bien sous-régionales, régionales qu'internationales telles que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'Organisation de la coopération régionale des chefs de police d'Afrique australe (SARPCCO), le Commonwealth, l'ONU, l'UA etc. le Botswana se trouve également au centre du grand de producteurs de diamants. Il constitue un partenaire important sur la scène internationale grâce à l'exploitation du diamant qui le hisse parmi les trois pays exportateurs de diamants dans le monde.

#### 1- Place du Botswana dans la sous-région, la région et dans le continent africain

Les Botswanais sont, à juste titre, très fiers de leurs institutions. Le Botswana est en effet un État de droit. La constitution promulguée le 30 septembre 1966, et très peu révisée depuis (ce qui est relativement rare en Afrique), garantit à chaque citoyen les libertés de conscience (article 11), d'expression (article 12), d'association (article 13) et de circulation (article 15). Elle protège le droit de propriété (article 8), ainsi que l'inviolabilité du domicile (article 9). Elle reconnaît à chacun le droit à une vie décente, et elle interdit toute forme de discrimination, notamment raciale (article 15). Là encore, le Botswana a ainsi longtemps fait figure d'exception en Afrique australe. Le respect pratique de ces droits est assuré par une justice et une presse indépendante. Le Botswana n'a ainsi jamais interdit aucun parti et ne connaît pas de prisonniers politiques.

La structure des échanges du Botswana n'a pas énormément changé depuis le dernier examen en 2009. Le pays reste fortement tributaire des exportations de diamants, qui représentaient 63,0% des exportations totales de marchandises (y compris les réexportations) en 2008 et qui ont ensuite augmenté pour atteindre 84,4% en 2014. Cette augmentation peut être attribuée en partie au transfert des fonctions principales de Botswana Diamond Trading Company (DTC) de Londres à Gaborone<sup>15</sup>. Depuis 2012, l'agrégation des diamants bruts se fait au Botswana et cela s'est traduit par une hausse des réexportations étant donné que la production nationale, commercialisée à Londres, était réexportée vers le Botswana.



Le Botswana et ses ressources : Or, Charbon, Cobalt, Cuivre, Diamant, Pierres précieuses, Manganèse, Nickel (Source : USGS).

<sup>15</sup>[https://www.wto.org/french/tratop\\_f/tpr\\_f/s324-00\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s324-00_f.pdf), WT/TPR/S/324 • Botswana, annexe 1, 10, 96 p

## 2- La place du Botswana sur la scène internationale

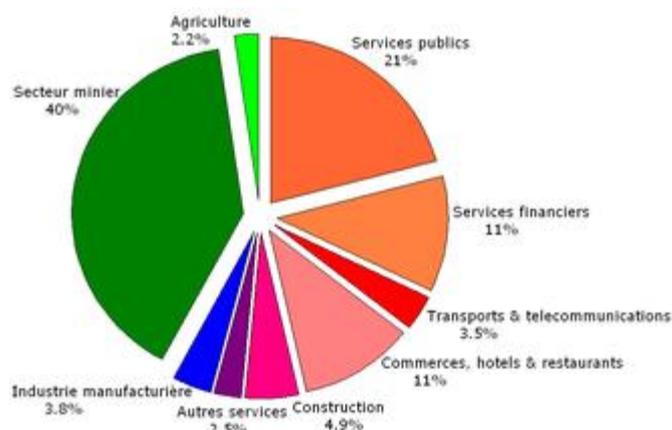
Le Botswana est fortement tributaire du commerce international. Les exportations et importations de marchandises et de services représentaient 95% du PIB en 2008 et 110% du PIB en 2014. Cependant, en 2013, la contribution du pays aux exportations comme aux importations mondiales totales était de 0,04%. En 2013, le Botswana s'est classé au 102ème rang des exportateurs mondiaux de marchandises et au 111ème rang des importateurs.

On a aussi observé un accroissement des importations de diamants devant être enrichis au Botswana (de 8,9% des importations totales en 2008 à 33,9% en 2014). Les exportations d'autres produits manufacturés, tels que les vêtements, ont reculé malgré un accès préférentiel au marché des États-Unis au titre de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA), apparemment en raison de la suppression progressive d'un programme d'incitations.

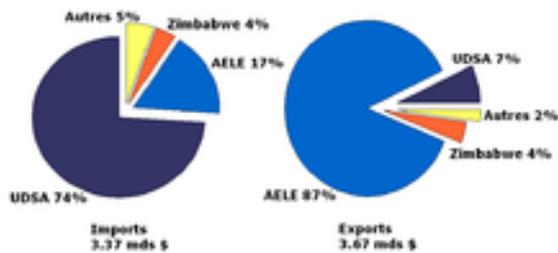
Les exportations de marchandises sont restées concentrées en Europe et en Afrique (principalement en Afrique du Sud) jusqu'en 2013, bien qu'il y ait eu quelques changements. La part des exportations vers l'Europe a augmenté.

Les principaux partenaires commerciaux du pays sont l'Union européenne, l'Union douanière d'Afrique australe (UDSA ou UDAA) et le Zimbabwe. La poursuite de l'intégration régionale, par le biais de la Communauté de développement d'Afrique australe (*South African Development Community*, dont il héberge le secrétariat) se traduit par la signature d'accords de réduction des tarifs douaniers avec ses voisins immédiats en tant que membre de l'UDAA (une union douanière), la politique de tarifs extérieurs est déterminée à 96,5 % au niveau régional, pour une taxe moyenne d'importation en 2002 de 5,8 % (9,1 % pour les produits agricoles, 5,3 % pour les produits non agricoles)<sup>17</sup>.

Le Botswana a un accord de libre-échange avec le Zimbabwe et l'Inde, et une multitude d'accords préférentiels avec d'autres acteurs internationaux (UE, États-Unis, Japon, Suisse, Chine, Russie). Le pays est également un des membres fondateurs de l'OMC et possède 19 engagements au titre de l'AGCS.



Ventilation du PIB du Botswana, par secteur (2005)  
Source : Bank of Botswana.



Principaux partenaires économiques du Botswana en 2004-2005.  
*Source : World factbook*

La situation sociale au Botswana est plutôt enviable comparée à la très grande majorité des économies africaines. Malgré les problèmes sanitaires (VIH en particulier, voir *infra*), les Botswanais ont un niveau de vie relativement élevé, avec des taux de chômage et de pauvreté nettement inférieurs à la moyenne du continent. Cette situation sociale stable permet ainsi un climat de sécurité relativement bon, en comparaison avec l'Afrique du Sud voisine, et favorise les investissements étrangers.

## **DEUXIEME PARTIE : LE CAS DE L'AFRIQUE DU SUD**

### **IV- Les accords de coopérations signés entre l'Afrique du Sud et les puissances occidentales**

L'Afrique du Sud compte 56,72 millions d'habitants en 2017, répartis en 80,2 % de noirs, 8,8 % de coloueds, 8,4 % de blancs et 2,5 % d'asiatiques (sous continent indien). Nation aux phénotypes très variés, l'Afrique du Sud est ainsi en Afrique le pays présentant la plus grande portion de populations dites coloueds, blanches et indiennes. Elle est souvent appelée « nation arc-en-ciel », notion inventée par l'archevêque Desmond Tutu pour désigner la diversité de la nation sud-africaine et qui a remplacé le concept de société plurale employé précédemment par les théoriciens de l'apartheid (1948-1991).

Management Academy (PALAMA Académie de leadership et de gestion en administration publique) forme des fonctionnaires du Burundi, du Rwanda et du Soudan du Sud.

En 2000, la coopération triangulaire a pris de l'expansion. L'Afrique du Sud a maintenant des partenariats avec les Pays-Bas, la Suisse, la Suède, la Norvège, la Belgique, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Ces partenariats visent presque tous des activités menées en Afrique.

Depuis 2008, l'Afrique du Sud et les pays nordiques disposent d'une déclaration d'intention sur les possibilités de coopération triangulaire. L'Afrique du Sud a déjà presque terminé un projet de formation de la police au Rwanda en partenariat avec la Suède. Un autre domaine de coopération possible avec la Suède est celui de l'administration de l'impôt au Soudan du Sud, projet auquel participeraient les autorités fiscales sudafricaine et suédoise. Depuis 2007, la Norvège et l'Afrique du Sud fournissent un soutien au Burundi en matière de règlement des conflits, de réconciliation et de prévention par l'intermédiaire de l'African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD – Centre africain pour le règlement constructif des conflits), organisation non gouvernementale sud-africaine.

Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et l'Afrique du Sud<sup>16</sup>. Plusieurs autres accords signés par l'Afrique du Sud avec des grandes puissances dans des domaines distincts aussi bien avec l'Angleterre, la Chine que la Russie, les États-Unis etc.

#### **V- Les conséquences de ces accords sur la structure des structures institutionnelles et sur la vitalité économique et financière du Botswana**

L'égalité des revenus entre les différents groupes de populations n'a pas progressé depuis la fin de l'apartheid et l'Afrique du Sud connaît un taux d'inégalité parmi les plus élevés au monde. C'est toutefois une puissance de référence pour le continent africain avec l'une des économies les plus développées du continent et des infrastructures modernes couvrant tout le pays. C'est la deuxième puissance économique d'Afrique derrière le Nigeria<sup>17</sup>. Le pays se caractérise aussi par une importante population de souche européenne (Afrikaners, Anglo-sudafricains) et par d'importantes richesses minières (or, diamant, charbon, etc.) qui en ont fait un allié indispensable des pays occidentaux durant la guerre froide.

La dénomination « république d'Afrique du Sud » a succédé à celle union d'Afrique du Sud » le 31 mai 1961, lorsque le pays a cessé d'être une monarchie pour devenir une république.

Le régime est parlementaire depuis le *South Africa Act* en 1910 et le suffrage universel en vigueur depuis 1994. La constitution sud-africaine, la cinquième de l'État sud-africain, fut promulguée par le Président Nelson Mandela le 10 décembre 1996 et est entrée en vigueur le 4 février 1997. Les fonctions de chef du gouvernement et de chef d'État se confondent sous le titre de président de la république d'Afrique du Sud. Ce dernier est élu par le parlement. Le parlement d'Afrique du Sud est composé de deux chambres. Une Chambre basse, l'Assemblée nationale et une chambre haute, le Conseil national des Provinces.

Le système judiciaire sud-africain est hybride en ce sens qu'il se fonde sur le système du *common law*<sup>18</sup> s'agissant des activités administratives, alors que le droit privé est essentiellement imprégné par la tradition romano-germanique. L'organisation judiciaire est divisée, à l'image du modèle anglo-saxon, entre cours locales, Magistrates Courts, hautes cours provinciales d'appel et une Cour suprême d'appel lorsque des causes non constitutionnelles sont en jeu. Le système judiciaire sud-africain est chapeauté par une Cour constitutionnelle, instance suprême du pays chargée d'exercer un contrôle de la constitutionnalité des actes du parlement et du gouvernement et de toute autre cause si l'intérêt de la justice le commande. La Cour constitutionnelle, de type Cour suprême mixte, siège à Constitution Hill, Braamfontein, Johannesburg<sup>19</sup>.

Des élections générales de 1994 à celles de 2014, IANC<sup>20</sup> domine la vie politique et demeure de loin le premier parti du pays notamment parce qu'il est le seul à avoir pu réaliser un complet maillage électoral du pays, disposant de militants jusque dans les bourgades les plus reculées.

Le gouvernement doit résoudre le problème des violences qui touchent les campagnes du pays. La réforme agraire impose la redistribution des terres aux Noirs et les fermiers afrikaners doivent souvent vendre leurs exploitations au gouvernement, ce qui suscite des résistances. Ces

<sup>16</sup> Accord sur le commerce, le développement et la coopération, <https://www.senat.fr>, consulté le 2 juillet 2021 à 21h.

<sup>17</sup> <https://www.gov.za/about-sa-/international-relations>, consulté le 2 juillet 2021 à 17h.

<sup>18</sup> Loi commune.

<sup>19</sup> « L'Afrique et les grandes puissances, avec une référence particulière aux États-Unis, à l'Union Soviétique, et à la Chine sur JSTOR », <https://www.jstor.org/stable>, consulté le 2 juillet 2021 à 19h.

<sup>20</sup> Congrès National Africain, parti politique socialiste sud-africain.

fermiers, au nombre de 35 000 environ, sont parfois attaqués par des bandes organisées et certains s'inscrivent à des stages commandos pour pallier le manque d'aide du gouvernement. Plusieurs partis d'extrême droite continuent de recruter au sein d'une frange de cette population qui se sent délaissée.

Cependant, depuis l'élection de Jacob Zuma en 2009, les performances électorales de l'ANC sont contestées par une opposition hétéroclite qui, bien que morcelée, progresse fortement. En 2014, si l'ANC remporte nettement, pour la cinquième fois, les élections générales avec 62,15 % des voix, il réalise son plus mauvais score national face notamment à l'Alliance démocratique (22,23 %) et aux Combattants pour la liberté économique (6,35 %), un jeune parti radical dirigé par Julius Malema. Lors de la dernière élection, tenue le 8 mai 2019, l'ANC a remporté 57,5% des voix et 230 sièges, tandis que la principale opposition, l'Alliance démocratique (DA), a remporté 20,77 % des voix et 84 sièges. Les combattants de la liberté économique (EFF), fondés par Julius Malema, ancien président de la Youth Wing de l'ANC (ANC Youth League) qui a ensuite été expulsé de l'ANC, ont remporté 10,79 % des voix et 44 sièges. L'ANC est le parti politique au pouvoir en Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid.

## **VI- La place de l'Afrique du Sud dans la sous-région, région, dans le continent africain et sur scène internationale**

En 2011, 93 % de l'électricité de l'Afrique du Sud provient du charbon. C'est l'un des pays les plus dépendants de ce combustible. Le port de Richards Bay abrite le premier terminal portuaire exportateur de charbon au monde.

Le pays dispose de la seule centrale nucléaire du continent africain, située à Koeberg<sup>21</sup>, entrée en service en 1982. Pour assurer son développement et sa croissance économique, le pays doit cependant continuer à investir dans le secteur énergétique, notamment nucléaire, mais aussi thermique, pour assurer ses besoins immédiats.

En 2019, l'Afrique du Sud peine à produire les besoins en électricité du pays, et le pays fait face à de nombreuses coupures. Pour remédier à cette situation, en partie liée à des sabotages ou des problèmes de gouvernance mais également à un manque d'équipements, l'État a décidé de créer de nouvelles centrales à charbon. Toutefois, la société publique Eskom<sup>22</sup> demeure très endettée tout comme d'autres entreprises publiques.

L'Afrique du Sud est le premier pollueur du continent africain, et le quatorzième au niveau mondial, de par ses émissions de carbone. Le gouvernement instaure en 2019 une taxe carbone pour tenter d'inciter les entreprises à faire des efforts. Bien que soutenue par les organisations environnementales, cette initiative est jugée insuffisante et peu dissuasive.

La pollution de l'air représenterait un coût annuel de deux milliards d'euros. Le pays bénéficie de caractéristiques naturelles adéquates pour la production d'énergie verte : ensoleillement, vent ou encore espaces maritimes.

Selon l'enquête de 2006 du National Treasury, la majeure partie des activités de coopération au développement du gouvernement depuis 2000 est menée par divers ministères, organismes parapublics, organismes gouvernementaux et autres organes publics.

Deux des principales institutions sud-africaines de financement du développement, la Development Bank of Southern Africa (DBSA - Banque sud-africaine de développement) et l'Industrial Development Corporation (Société de développement industriel), comptent chacune

<sup>21</sup> Centrale électrique au cap en Afrique du Sud.

<sup>22</sup> Compagnie sud-africaine de production et de distribution d'électricité, créée en 1923.

une unité chargée du soutien au NEPAD. Ces institutions sont en mesure de jouer un rôle important en Afrique, particulièrement dans le domaine du développement des infrastructures. Récemment, le gouvernement a désigné la DBSA pour représenter l'Afrique du Sud et la région dans le domaine du renforcement des capacités et du financement au sein du groupe des pays BRICS<sup>23</sup>, dans le contexte du rôle de porte d'entrée pour l'Afrique que joue l'Afrique du Sud en matière de communications, de technologies de l'information et de services financiers, éléments-clés pour faire progresser l'intégration et le développement à l'échelle régionale. La SADPA envisage un rôle pour les deux institutions.

Outre ces activités, l'appartenance de l'Afrique du Sud à la Southern African Customs Union (SACU - Union douanière d'Afrique australe), dont font également partie le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland, est en fait un moyen de fournir un soutien budgétaire à ces pays par l'intermédiaire du pool de recettes communes. Le Lesotho et le Swaziland, en particulier, dépendent considérablement de ces transferts pour leur gestion financière. Le Budget Review 2011 du gouvernement de l'Afrique du Sud a rapporté que les recettes provenant de la SACU représentaient entre 20 % et 70 % des recettes gouvernementales totales des partenaires de l'Afrique du Sud au sein de cette union douanière (annexe 4, p22).

Le National Treasury de l'Afrique du Sud et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ Société allemande de coopération internationale) prennent part conjointement à un fonds de coopération trilatérale (TRICO) qui vise à soutenir la mise en place et la réalisation de programmes de développement de pays africains ainsi que des initiatives régionales. Grâce à des fonds de l'Agence canadienne de développement international, l'académie sud-africaine PALAMA mène un programme quinquennal (2008-2013) de renforcement des capacités du secteur public dans les pays sortant d'un conflit. Parmi ses partenaires, on compte le Rwanda Institute for Administration and Management (RIAM - Institut rwandais d'administration et de gestion), l'Ecole nationale d'administration du Burundi et la Capacity Building Unit (Unité du renforcement des capacités) du Soudan du Sud.

En dehors de ces initiatives de coopération triangulaire Nord-Sud, l'Afrique du Sud fait partie de l'India, Brazil and South Africa Facility for Poverty and Hunger Alleviation, aussi appelé IBSA Trust Fund (Dispositif Inde-Brésil-Afrique du Sud pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim, ou Fonds fiduciaire IBAS), qui a été créé à l'issue du Forum de dialogue IBAS tenu à New Delhi en mars 2004. Ce fonds a pour objet de recenser les petits projets liés à la lutte contre la pauvreté et la faim qui peuvent être mis en œuvre rapidement.

Une autre initiative triangulaire Sud-Sud, financée par l'ARE réunit l'Afrique du Sud, Cuba et la Sierra Leone et consiste à envoyer des médecins cubains en Sierra Leone.

Le projet de loi relatif à la SADPA, comme l'a expliqué le DIRCO lors d'une présentation au comité spécial sur le commerce et les relations internationales du National Council of Provinces (NCOP Conseil national des provinces), en août 2011, fait explicitement mention de la coopération triangulaire<sup>24</sup>.

Bien que l'Afrique du Sud se donne souvent beaucoup de mal pour soutenir que ses activités de coopération ne sont pas motivées par ses propres intérêts particuliers, un certain nombre de hauts responsables considèrent que ses multiples efforts pour régler des conflits, de la République démocratique du Congo jusqu'au Burundi, ne sont pas appréciés à leur juste valeur

---

<sup>23</sup> Acronyme anglais pour désigner un groupe de cinq pays qui se réunissent depuis 2011 en sommets annuels : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

<sup>24</sup> L'Afrique du Sud sur l'échiquier mondial : "donateur" émergent et acteur géopolitique, Elizabeth Sidiropoulos, <https://www.doi.org/10.4000/poldev.962>, consulté le 2 juillet 2021 à 19h.

par les autres Africains et n'ont apporté aucune récompense directe à l'Afrique du Sud ; ils ont plutôt procuré des avantages à d'autres pays qui ont obtenu des contrats ou un accès aux ressources après la fin des hostilités. D'un autre côté, certains Africains pensent que l'engagement de l'Afrique du Sud est dû à des intérêts économiques égoïstes. Ainsi, bien que les activités de coopération au développement que mène actuellement l'Afrique du Sud trouvent leur origine dans des motivations normatives de promotion de la paix et de la sécurité sur le continent africain, le débat dans les cercles gouvernementaux s'est progressivement déplacé vers la détermination du bon dosage d'intérêts particuliers et d'impératifs normatifs.

Lors du Sommet de l'UA de 2019, l'Afrique du Sud a été élue à la présidence de l'UA en 2020. En février 2020, le président Cyril Ramaphosa a assumé la présidence de l'UA au cours de la première journée de la 33e session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement à Addis. Ababa, Éthiopie. L'Afrique du Sud a été élue en février 2019 à la présidence entrante de l'UA.

## Conclusion

L'environnement politique du Botswana compte parmi les plus stables d'Afrique et favorise l'application de politiques macroéconomiques prudentes et de réduction de la pauvreté. Le cadre politique se fonde sur une République démocratique parlementaire représentative, dans laquelle le président du Botswana est à la fois chef de l'État et du gouvernement. Le Botswana est une démocratie constitutionnelle multipartite. Les élections se sont toujours déroulées librement, sans irrégularités et aux dates prévues, depuis l'indépendance du pays en 1966<sup>25</sup>. La stratégie actuelle du gouvernement consiste à favoriser la diversification des activités économiques et des sources de revenus afin de permettre au pays de se libérer progressivement de sa dépendance envers les recettes tirées des ressources minières, une tâche qui sera facilitée par la résurgence de l'activité économique en Afrique australe grâce à la transition vers un gouvernement par la majorité chez son voisin, l'Afrique du Sud. Mais il est difficile de savoir si les restrictions et les choix difficiles qu'impose la baisse des taux de croissance économique seront applicables sur le plan politique dans un environnement où les inégalités sont toujours profondes et où les aspirations évoluent lentement.

Parallèlement, l'histoire mouvementée de l'Afrique du Sud traduit les difficultés à gérer cette diversité. Une succession de guerres intérieures, la légalisation de l'exploitation et de la domination raciale sous le terme d'apartheid, et la systématisation de l'expropriation des populations noires ont marqué négativement le pays. Son histoire récente révèle néanmoins un versant plus positif à travers la mise en valeur du pays, la libéralisation politique et économique, la fin de l'apartheid et l'installation d'une démocratie stabilisée. La capacité du pays à se construire sur la base de sa diversité humaine comme une nation, en dépit des vicissitudes historiques qui l'ont affecté, permet de comprendre le dernier paradoxe qui le caractérise. Aussi marginalisée géographiquement soit-elle, l'Afrique du Sud s'affirme aujourd'hui comme le cœur de l'Afrique et comme un pont solide avec l'Asie, l'Amérique et l'Europe, gage de l'ouverture du continent.

---

<sup>25</sup> Botswana - Perspectives économiques en Afrique, p 11, 12 p, <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Bostwana%20Note%20de%20pays%20PDF.pdf>

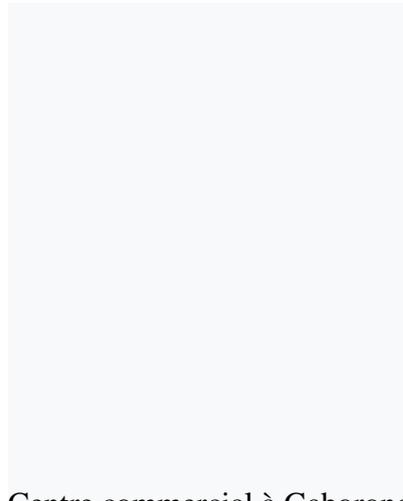
## Webographie

- <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/botswana/presentation-du-botswana/>, présentation du Botswana, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/botswana.htm>, Botswana, l'aménagement linguistique dans le monde
- [https://www.senat.fr/ga/ga26/ga26\\_mono.html](https://www.senat.fr/ga/ga26/ga26_mono.html), France-Afrique australe : Le Botswana, un modèle pour l'Afrique
- <https://www.universalis.fr/encyclopedie/botswana/>
- <https://www.universalis.fr/encyclopedie/gaborone/> Gaborone est une ville nouvelle, née avec le Botswana, le pays dont elle est la capitale. L'administration de ce qui était auparavant le protectorat britannique du Bechuanaland était en effet installée hors de ses frontières, à Mafeking (aujourd'hui Mafikeng), en Afrique du Sud. Alors que l'indépendance se préparait dans les années 1960, le transfert de la capitale dans le territoire devint une nécessité
- <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays>, « Perspective Monde », Outil pédagogique des grandes tendances mondiales depuis 1945, consulté le 30 juin 2021 à 19h.
- <https://fr.wikidia.org/wiki/Botswana>
- <https://www.jstor.org/stable> « L'Afrique et les grandes puissances, avec une référence particulière aux Etats-Unis, à l'Union Soviétique, et à la Chine sur JSTOR »,
- <https://www.jeuneafrique.com/pays/botswana/>
- <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/botswana/presentation-du-botswana>, France Diplomatie, consulté le 30 juin 2021 à 20h.
- <http://www.tourcom.fr/idee-voyage/le-miracle-africain>, Southern African Custom Union.
- *Le World Factbook* fournit des renseignements de base sur l'histoire, les gens, le gouvernement, l'économie, l'énergie, la géographie, l'environnement, les communications, les transports, l'armée, le terrorisme et les problèmes transnationaux pour 266 entités mondiales.
- <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays>, « Perspective Monde », Outil pédagogique des grandes tendances mondiales depuis 1945.
- [Foreign\\_relations\\_of\\_Botswana, file:///C:/Users/H%20P%2015/Downloads/Foreign\\_relations\\_of\\_Botswana.pdf](file:///C:/Users/H%20P%2015/Downloads/Foreign_relations_of_Botswana.pdf)
- <https://www.gov.za/about-sa-/international-relations>
- <https://www.senat.fr>, Accord sur le commerce, le développement et la coopération,
- L'Afrique du Sud sur l'échiquier mondial : "donateur" émergent et acteur géopolitique,
- <https://www.doi.org/10.4000/poldev.962>, Elizabeth Sidiropoulos.
- Le Transvaal est une région située dans le nord-est de l'Afrique du Sud qui désigna successivement, sur une même aire géographique, des territoires, un État indépendant, une colonie puis une province.
- La Réserve fédérale est la banque centrale des États-Unis, en anglais Federal Reserve System. Elle est créée en décembre 1913, durant les fêtes, par le Federal Reserve Act dit aussi Owen-Glass Act, à la suite de plusieurs crises bancaires, dont la panique bancaire américaine de 1907.

- Le code APE (activité principale exercée) permet d'identifier la branche d'activité principale de l'entreprise ou du travailleur indépendant.

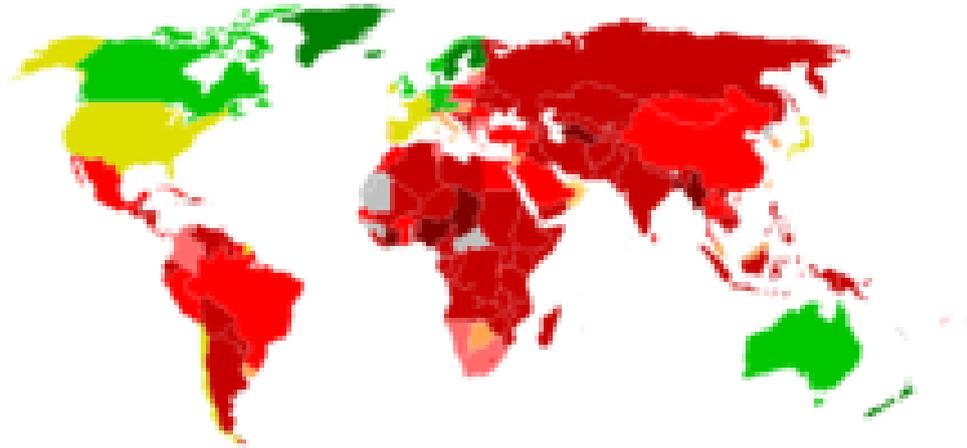
## Annexes

Annexe n°1 : Illustration du développement de la capitale botswanaise



Centre commercial à Gaborone (capitale botswanaise)

Annexe n°2 : Le Botswana est le pays africain le mieux classé (32°),



Carte mondiale de perception de la corruption (2005) selon Transparency International.

Annexes n°3 : Relations bilatérales du Botswana

### Angola

L'Angola a une ambassade à Gaborone.

Le Botswana est accrédité auprès de l'Angola par son haut-commissariat à Windhoek, en Namibie.

### **Australie**

L'Australie est accréditée auprès du Botswana par son haut-commissariat à Pretoria, en Afrique du Sud.

Le Botswana a un haut-commissariat à Canberra et un consulat à Kendall

Belize 28 février 2008

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques le 28 février 2008.

### **Brésil**

Le Botswana a une ambassade à Brasilia.

Le Brésil a une ambassade à Gaborone.

### **Canada**

Le Botswana est accrédité au Canada par son ambassade à Washington, DC, États-Unis.

Le Canada est accrédité au Botswana par son ambassade à Harare, au Zimbabwe.

### **Chine**

Le Botswana a une ambassade à Pékin.

La Chine a une ambassade à Gaborone.

### **Croatie**

Les relations diplomatiques entre le Botswana et la Croatie ont été établies le 9 septembre 2005.

### **Cuba**

Le Botswana est accrédité auprès de Cuba par sa mission permanente auprès des Nations Unies à New York.

Cuba a une ambassade à Gaborone.

### **Chypre**

Les relations diplomatiques entre le Botswana et Chypre ont été établies le 22 février 2005.

### **Dominique**

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques le 23 juillet 2007. [6]

### **Géorgie**

Les relations diplomatiques entre la Géorgie et le Botswana ont été établies le 5 novembre 2015.

### **Grèce**

Le Botswana est accrédité auprès de la Grèce par sa représentation permanente auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, en Suisse.

La Grèce est accréditée auprès du Botswana depuis son ambassade à Pretoria, en Afrique du Sud.

### **Guinée-Bissau**

Le Botswana et la Guinée-Bissau ont établi des relations diplomatiques le 22 mars 2010.

### **Guyane**

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques le 28 octobre 1975.

Le Guyana est accrédité auprès du Botswana par sa mission permanente auprès des Nations Unies à New York.

Les deux pays sont membres à part entière du Commonwealth of Nations.

### **Inde**

Le Botswana a un haut-commissariat à New Delhi.

L'Inde a un haut-commissariat à Gaborone.

### **Indonésie**

Le Botswana est accrédité auprès de l'Indonésie par son haut-commissariat à Canberra, en Australie.

L'Indonésie est accréditée auprès du Botswana depuis son ambassade à Pretoria, en Afrique du Sud.

### **Israël**

Le Botswana est accrédité auprès d'Israël par son haut-commissariat à Londres, au Royaume-Uni.

Israël est accrédité au Botswana depuis son ambassade à Pretoria, en Afrique du Sud.

### **Kenya**

Le Botswana a un haut-commissariat à Nairobi.

Le Kenya a un haut-commissariat à Gaborone.

### **Lettonie**

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques le 17 mars 2003

### **Lituanie**

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques le 17 février 2004.

### **Malawi**

Les deux pays sont membres à part entière de la Communauté de développement de l'Afrique australe, du Commonwealth des Nations et du Mouvement des pays non alignés.

### **Malte**

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques le 6 janvier 2005.

Les deux pays sont membres à part entière du Commonwealth des Nations.

### **Mexique**

Le Botswana est accrédité auprès du Mexique par son ambassade à Washington, DC, États-Unis et dispose d'un consulat honoraire à Mexico.

Le Mexique est accrédité auprès du Botswana depuis son ambassade à Pretoria, en Afrique du Sud.

### **Namibie**

Les relations entre le Botswana et la Namibie sont amicales, les deux pays voisins coopérant au développement économique. Le Botswana a obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne en septembre 1966. La Namibie a obtenu son indépendance de l'Afrique du Sud en 1990 à la suite de la guerre d'indépendance de la Namibie.

Le Botswana a un haut-commissariat à Windhoek.

La Namibie a un haut-commissariat à Gaborone.

### **Nigeria**

Le Botswana a un haut-commissariat à Abuja.

Le Nigeria a un haut-commissariat à Gaborone.

**Corée du Nord** 22 mars 1990 Voir les relations entre le Botswana et la Corée du Nord

**Panama** 15 décembre 2009

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques le 15 décembre 2009.

## **Roumanie**

Les relations diplomatiques entre le Botswana et la Roumanie ont été établies le 7 octobre 1971.

## **Russie** 6 mars 1940

Le Botswana et l'Union soviétique ont entamé des relations diplomatiques le 6 mars 1970. Malgré son orientation pro-occidentale, le Botswana a participé aux Jeux olympiques d'été de 1980. Les relations actuelles entre les deux pays sont décrites comme amicales et de longue date. En mars, les deux pays ont également célébré le 35e anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques. Selon le ministre des Affaires étrangères, la Russie a été l'un des premiers pays à établir des relations diplomatiques complètes avec le Botswana.

La coopération commerciale et économique entre la Russie et le Botswana est régie par l'Accord commercial de 1987 et l'Accord sur la coopération économique et technique de 1988. Le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Botswana ont signé l'Accord sur la culture, la science et l'éducation. Coopération en septembre 1999. La Russie et le Botswana ont eu une coopération fructueuse dans une variété de domaines, en particulier dans le développement des ressources humaines. Et la Russie offre toujours plus de bourses dans des secteurs clés tels que la santé, qui connaît actuellement une grave pénurie de main-d'œuvre. Le Botswana est également l'un des pays où les citoyens russes n'ont pas besoin de visa. La Russie a une ambassade à Gaborone, tandis que le Botswana couvre la Russie depuis son ambassade à Stockholm (Suède) et un consulat honoraire à Moscou.

## **Saint-Vincent-et-les-Grenadines**

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques le 22 février 2007.

Les deux pays sont membres à part entière du Commonwealth des Nations.

## **Samoa**

Le Botswana et le Samoa ont établi des relations diplomatiques le 18 mars 2010.

## **Serbie**

Les relations diplomatiques entre le Botswana et la Serbie ont été établies en 1970.

## **Les îles Salomon**

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques le 17 novembre 2010.

Les deux pays sont membres à part entière du Commonwealth des Nations.

## **Afrique du Sud**

Le Botswana a un haut-commissariat à Pretoria et des consulats généraux au Cap et à Johannesburg.

L'Afrique du Sud a un haut-commissariat à Gaborone

## **Corée du Sud**

L'établissement des relations diplomatiques entre la République de Corée et la République du Botswana a commencé le 18 avril 1968. En 2011, le nombre de Sud-Coréens vivant au Botswana s'élevait à 163. Depuis 2014, le gouvernement du Botswana a reconnu la ROK comme le seul gouvernement légitime de Corée.

## **Espagne**

29 avril 1981    Voir les relations Botswana-Espagne

## **Suisse**

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques en 1967.

## **Dinde**

La représentation permanente du Botswana auprès de l'Office des Nations Unies à Genève est également accréditée auprès de la Turquie.

La Turquie a une ambassade à Gaborone

Le volume des échanges entre les deux pays était de 2,9 millions USD en 2019.

### **Ukraine**

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques le 3 mars 2004.

### **Royaume-Uni 1996**

Le Botswana a un haut-commissariat à Londres.

Le Royaume-Uni a un haut-commissariat à Gaborone.

### **États Unis**

Ambassade du Botswana à Washington, DC

Les États-Unis considèrent le Botswana comme un défenseur et un modèle de stabilité en Afrique et ont été un partenaire majeur dans le développement du Botswana depuis son indépendance. Le Corps de la paix américain est retourné au Botswana en août 2002 en mettant l'accent sur les programmes liés au VIH / SIDA après avoir conclu 30 ans d'assistance plus largement ciblée en 1997. De même, l'USAID a progressivement mis fin à un partenariat bilatéral de longue date avec le Botswana en 1996, après programmes réussis mettant l'accent sur l'éducation, la formation, l'entrepreneuriat, la gestion de l'environnement et la santé reproductive. Le Botswana, cependant, continue de bénéficier avec ses voisins de la région de l'Initiative de l'USAID pour l'Afrique australe, désormais basée à Pretoria, et du Centre de compétitivité mondiale de l'Afrique australe de l'USAID, dont le siège est à Gaborone. Le Conseil international des radiodiffuseurs des États-Unis (IBB) exploite une importante station de relais Voice of America (VOA) au Botswana desservant la majeure partie du continent africain.

En 1995, les Centers for Disease Control (CDC) ont lancé le projet BOTUSA en collaboration avec le ministère de la Santé du Botswana afin de générer des informations pour améliorer la tuberculose. Les efforts de contrôle au Botswana et ailleurs face aux co-épidémies de tuberculose et de VIH/SIDA. Dans le cadre de l'initiative de 1999 du gouvernement américain sur le leadership et l'investissement dans la lutte contre une épidémie (LIFE), le CDC, à travers le projet BOTUSA, a entrepris de nombreux projets et aidé de nombreuses organisations dans la lutte contre l'épidémie de VIH/SIDA au Botswana. Le Botswana est l'un des 15 pays cibles du PEPFAR, le plan d'urgence du président pour la lutte contre le sida, et a reçu plus de 230 millions de dollars depuis le début du programme en janvier 2004 jusqu'en septembre 2007. L'aide du PEPFAR au Botswana, qui a totalisé 76,2 millions de dollars au cours de l'exercice 2007, contribue aux interventions de prévention, de traitement et de soins du VIH/sida.

Les gouvernements du Botswana et des États-Unis ont conclu un accord en juillet 2000 pour établir une Académie internationale d'application de la loi (ILEA) à Gaborone. L'académie, cofinancée, gérée et dotée en personnel par les deux pays, dispense une formation à la police et aux responsables gouvernementaux de toute la région subsaharienne. Le campus permanent de l'académie, à Otse, près de Gaborone, a ouvert en mars 2003. Plus de 3 000 professionnels de l'application des lois d'Afrique subsaharienne ont reçu une formation de l'ILEA depuis qu'elle a commencé à offrir des cours en 2001.

Le Botswana a une ambassade à Washington, DC

Les États-Unis ont une ambassade à Gaborone.

### **Viêt Nam**

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques le 11 février 2009.

### **Zimbabwe**

Le Botswana lutte toujours pour sceller sa frontière à des milliers de Zimbabwéens qui fuient l'effondrement économique et la persécution politique. En 2015, 22 000 Zimbabwéens ont été arrêtés et expulsés. Ce chiffre est passé à près de 29 000 expulsions en 2018.

Le Botswana a une ambassade à Harare.

Le Zimbabwe a une ambassade à Gaborone.

Source : Foreign\_relations\_of\_Botswana

#### Annexe 4 : Données sur l'Afrique du Sud

Sud-Africaine Population totale : 201 775 022 hab (classé 24e)

Densité : 48 hab./ km<sup>2</sup>

Économie PIB nominal (2019) : 385,526 milliards de \$

- 4,41 % (33e) PIB (PPA) (2019) 81 9,093 milliards de \$

+ 3 % (29e) PIB nominal par hab (2019) 6 609,097 \$

- 5,91 % (87e) PIB (PPA) par hab. (2019) 14 041, 766 \$

+ 1,39 % (88e) Taux de chômage (2014)

25,1 % de la pop. active + 1,52 %

Dette publique brute (2014) Nominale :

1 741,282 milliards de ZAR + 1 3,81 % Relative :

45866 % du PB

+ 5,95 % IDH (2017)

Membre de plus de 27 organisations internationales dont le Commonwealth, les G24, ADPA, SADC, BRICS, APO, MNA, ZPCAS, G20, G7, OCDE, UA, AfCFTA, ZLECAf, IBSA, ONU, NEPAD, AGNU

CSNU, G77 etc.

Source : Jstor, Carte mentale de l'Afrique du Sud.